Étude des crédits 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **GÉNÉRAUX**

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

#	Demande de renseignements généraux

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2018-2019 :
   a) les endroits et dates de départ et de retour;
   b) la copie des programmes et rapports de mission;
   c) les personnes rencontrées;
   d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
   e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
   f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
   g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
      - les détails de ces ententes;
      - les résultats obtenus à ce jour;
   h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé;
   i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
   j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :
   a) les raisons du déplacement;
   b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
   c) les coûts ventilés;
   d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
   e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
   a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
   b) les noms des firmes de publicité retenues;
   c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
   d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
   e) le but visé par chaque dépense;
   f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
   g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
   Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
   a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
   b) le but visé par chaque dépense;
   c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

   Par un professionnel ou par une firme externe :
   d) les sommes dépensées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
   e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
   f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
   g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
   h) le but visé par chaque dépense;
   i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

#	Demande de renseignements généraux

5. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme :
   a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
   b) le but recherché par chaque dépense;
   c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

   Donnée par un professionnel ou une firme externe :
   d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
   e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
   f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
   g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
   h) le but visé par chaque dépense;
   i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :
   a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
   b) le but visé par chaque dépense;
   c) la nature de la formation;
   d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
   e) les personnes qui ont reçu la formation.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :
   a) les noms du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
   d) la date d'octroi du contrat;
   e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
   f) l'échéancier;
   g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

   par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :
   a) les noms du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   c) le coût;
   d) l'échéancier;
   e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

   a) le nombre d'autorisations;
   b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
   c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
   d) le montant accordé;
   e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
   f) les motifs de la demande;
   g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

   Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

#	Demande de renseignements généraux

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
   a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
   b) la grille d'évaluation des soumissions;
   c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
   d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
   e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :
   a) les noms du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   c) le coût;
   d) l'échéancier;
   e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :
   a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
   b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
   c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
   d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
   e) une description de son mandat;
   f) la date de début de son contrat;
   g) la date prévue de fin de son contrat;
   h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
   a) le nom du projet;
   b) la nature du projet;
   c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
   d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
   e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
   f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
   g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
   h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
   i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
   j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
   k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
      - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
   l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
   m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

#	Demande de renseignements généraux

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
    a) la photocopie;
    b) le mobilier de bureau;
    c) l'ameublement;
    d) la décoration et l'embellissement;
    e) les distributeurs d'eau de source;
    f) le remboursement des frais de transport;
    g) le remboursement des frais d'hébergement;
    h) le remboursement des frais de repas;
    i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
    j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
        i. au Québec;
        ii. à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventiler par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
    a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
    b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
    c) le nombre de téléavertisseurs utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
    d) les coûts d'acquisition des appareils;
    e) le coût d'utilisation des appareils;
    f) le coût des contrats téléphoniques;
    g) les noms des fournisseurs;
    h) le nombre de minutes utilisées;
    i) le coût des frais d'itinérance;
    j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
    k) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :
    a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
    b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
    c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
    d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
    e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
    f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
    g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
    h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
    i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et

#	Demande de renseignements généraux

qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'employés permanents et temporaires.
p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes vacants

16. a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
d) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :
a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) le coût d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l'espace loué;
j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

#	Demande de renseignements généraux

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
    a) la ou les dates des travaux;
    b) les coûts;
    c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :
    a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
    b) le titre de la fonction;
    c) l'adresse du port d'attache;
    d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
    e) la prime de départ versée, le cas échéant;
    f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
    g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
    h) la description de tâches;
    i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
    j) le nombre total d'employés au cabinet;
    k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
    l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
    m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
    a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
    b) la circonscription électorale;
    c) le montant attribué;
    d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
    a) le nom de la personne;
    b) le poste occupé;
    c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
    d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
    e) la date de l'assignation hors structure;
    f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu;
    g) les prévisions pour 2019-2020.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
    a) le poste initial;
    b) le salaire;
    c) le poste actuel, s'il y a lieu;
    d) la date de la mise en disponibilité;
    e) les prévisions pour 2019-2020.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
    a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
    b) par catégorie d'âge;

#	Demande de renseignements généraux

c) prévisions pour 2019-2020.

24. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :
a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
Ventiler le montant total par catégories.

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

30. Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

31. Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

#	Demande de renseignements généraux
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandés par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

#	Demande de renseignements généraux
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43.	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44.	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : c) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; d) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49.	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2018-2019.
51.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévision pour 2018-2019.
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

#	Demande de renseignements généraux

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

56. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

57. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
    a) la dépense totale (opération et capital);
    b) les grands dossiers en cours;
    c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
    d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
    e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :
    a) le sujet;
    b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
    c) les coûts reliés à sa réalisation;
    d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

    Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
    a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
    b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
    c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

#	Demande de renseignements généraux
64.	Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2); e) les investissements totaux des projets (en milliers $); f) les aides financières totales du ministère (en milliers $); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2018 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.

5. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou donnée par un professionnel ou une firme externe.

6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par moi, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019.

42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019.

Question dont la réponse se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec https://www.seao.ca/

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019:

    a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
    b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
    c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
    d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
    e) une description de son mandat;
    f) la date de début de son contrat;
    g) la date prévue de fin de son contrat;
    h) sa rémunération annuelle.

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2018-2019 du Ministère.

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:

    a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
    b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
    c) le nombre total de demandes reçues;
    d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
    e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
    f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
    g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme.

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **(Secrétariat du Québec aux relations canadiennes)**

44. Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. **(ministère du Conseil exécutif)**

49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Société du Plan Nord)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Société du Plan Nord)**

51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Ministère des Transports -Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)**

52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Ministère des Transports - Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)**

53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**

54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**

55. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**

56. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. **(Ministère de la Justice)**

63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. **(Ministère des Relations internationales et de la Francophonie)**

64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :
    a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
    b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
    c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
    d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
    e) les investissements totaux des projets (en milliers $);
    f) les aides financières totales du ministère (en milliers $);
    g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
    h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

    (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;

b) la copie des programmes et rapports de mission;

c) les personnes rencontrées;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);

e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;

f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;

g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;

h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques :

Les informations au 28 février 2019 sont fournies aux annexes.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18) https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp.

.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Tous les secteurs du MTESS
VALIDATION : SOF-DCCR-DGRFC
DATE : 2019-03-28

RG01 - ANNEXE 1 **MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2018-04-18 2018-04-20	Rencontre annuelle du Comité de travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).	Halifax Nouvelle-Écosse	Robert Dupuis Direction générale des relations du travail	1 593,12 $
2018-04-24 2018-04-26	Rencontre de travail pour le projet pilote de Service d'accès au registre pluri-gouvernemental (immatriculation des entreprises).	Ottawa Ontario	Renato Miranda Frédérick Poliquin Registraire des entreprises	1 431,49$
2018-05-14 2018-05-17	Participation au Sommet canadien CIO en technologies de l'information.	Toronto Ontario	Nicole Boucher Robert Trudel Direction générale des technologies de l'information	3 938,80 $
2018-05-23 2018-05-25	Réunion annuelle de l'ACALO.	Vancouver Colombie-Britannique	Anne Racine Secrétariat du travail Josée Marotte Direction des politiques du travail	4 367,13 $
2018-05-29 2018-05-31	Rencontre de travail pour le projet pilote de Service d'accès au registre pluri-gouvernemental (immatriculation des entreprises.	Ottawa Ontario	Michaël Gagnon Renato Miranda Registraire des entreprises	817,18 $
2018-06-03 2018-06-08	Participation à titre de formateur à une formation de médiateurs-conciliateurs.	King City Ontario	Hervé Leblay Direction de la médiation-conciliation et de la prévention (Montréal)	1 823,10 $
2018-06-05 2018-06-08	Rencontre annuelle des directeurs fédéraux, provinciaux et territoriaux du soutien du revenu.	Iqaluit Nunavut	France Edma Direction des politiques d'assistance sociale	3 772,59 $

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ **Date de retour**	**Objectif(s) de la mission**	**Ville** **Pays**	**Nom(s)** **Direction**	**Coût total du déplacement**
2018-06-06	Rencontre du groupe consultatif pancanadien des intervenants du Conseil de l'information sur le marché du travail.	Ottawa Ontario	Marguerite Orban Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail	0 $
2018-06-18 2018-06-20	Rencontre du comité sur l'échange de bonnes pratiques du Forum des ministres du marché du travail.	Winnipeg Manitoba	Johanne Gauthier Direction des politiques d'emploi et des stratégies	1 344,40$
2018-06-19 2018-06-22	Rencontre annuelle du Comité interprovincial des programmes d'étude en mécanique de machines fixes.	Saskatoon Saskatchewan	Ventsislav Tsvetkov Direction de la qualification réglementée	1 596,09 $
2018-07-30 2018-07-31 2018-07-31 2018-08-01	Rencontre du Forum des ministres provinciaux-territoriaux responsables des services sociaux. **Note :** M. Biron a également participé à la rencontre du Comité de soutien du Forum le 1er août 2018.	Halifax Nouvelle-Écosse	François Montminy-Munyan Jean-François Biron Direction des relations intergouvernementales Patrick Gazaille Cabinet du ministre	5 497,07 $
2018-08-20 2018-08-23	Rencontre annuelle du comité des normes et des examens interprovinciaux dans le cadre du programme Sceau rouge.	Vancouver Colombie-Britannique	Ventsislav Tsvetkov Direction de la qualification réglementée	1 902,75 $
2018-09-12	Rencontre du comité fédéral, provincial, territorial sur la statistique de travail (Statistique Canada).	Ottawa Ontario	Lassad Damak Youssef Hajoui Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail	318,23 $
2018-09-17 2018-09-21	Conférence annuelle l'Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations (ACALE)	Regina Saskatchewan	Yves Pépin Michaël Gagnon Registraire des entreprises	6 459,27$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ **Date de retour**	**Objectif(s) de la mission**	**Ville** **Pays**	**Nom(s)** **Direction**	**Coût total du déplacement**
2018-09-23 2018-09-27	Assemblée annuelle du Conseil de la statistique de l'état civil du Canada. **Note :** Les frais de transport et certains frais de repas sont assumés par Statistique Canada.	Ottawa Ontario	Jonathan Boisvert Direction de l'optimisation, des échanges gouvernementaux et de l'intégration	722,00 $
2018-10-28 2018-10-30	Rencontre du Comité de révision de la mesure du panier de consommation. **Note :** Tous les frais liés à ce déplacement sont assumés par Statistique Canada.	Ottawa Ontario	Guy Fréchet Direction de la recherche	0,00 $
2018-11-13 2018-11-15	Rencontre du Comité directeur de PerLE. **Note :** Tous les frais liés à ce déplacement sont assumés par le Bureau national PerLE relevant d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.	Ottawa Ontario	Laurence Montplaisir Direction des partenariats de Services Québec	0 $

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ **Date de retour**	**Objectif(s) de la mission**	**Ville** **Pays**	**Nom(s)** **Direction**	**Coût total du déplacement**
2019-01-29 2019-01-30	Rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du travail.	St. John's Terre-Neuve et Labrador	Anne Racine Secrétariat du travail Josée Marotte Direction des politiques du travail	3 313,54 $
2019-01-22	Rencontre des sous-ministres québécois responsables des Relations canadiennes, de l'Immigration et de l'Emploi.	Ottawa Ontario	Brigitte Pelletier Bureau de la sous-ministre	722,25 $
2019-02-04 2019-02-06	Rencontre du conseil d'administration du Conseil de l'information du marché du travail et rencontres provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres du Forum des ministres du marché du travail.	Ottawa Ontario	Roger Tremblay Secteur Emploi-Québec François Montminy-Munyan Direction des relations intergouvernementales	2 828,24 $
2019-02-05 2019-02-07	Rencontre de travail pour le projet pilote de Service d'accès au registre pluri-gouvernemental (immatriculation des entreprises). **Note :** Les frais d'hébergement sont assumés par l'organisme hôte.	Ottawa Ontario	Michaël Gagnon Renato Miranda Registraire des entreprises	558,10 $
2019-02-26 2019-02-28	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale du Groupe de travail sur la mobilité et la reconnaissance des qualifications.	Toronto Ontario	Jennifer Fortin Direction des relations intergouvernementales	1 099,31 $
			Coût total des déplacements	44 104,66 $

RG01 - ANNEXE 2 **MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

Missions internationales – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2018-05-06 2018-06-10	Conférence annuelle de l'Association internationale des administrateurs d'organisations publiques responsables de la publicité légale des entreprises (IACA).	Charlotte Caroline du Nord, É-U	Michaël Gagnon Registraire des entreprises	3 602,15 $
2018-05-25 2018-05-28	Mission de recrutement de travailleurs qualifiés organisée par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et coordonnée par Québec International. **Note :** Les billets d'avion, les frais d'hébergement et les déplacements, ainsi que le kiosque, la coordination et la promotion sont assumés par Québec International. Les autres dépenses sont assumées par la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale.	Paris France	Lucie Veilleux Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale Jean-Charles Lochet Centre local d'emploi des Quartiers-Historiques	833,02 $
2018-07-21 2018-07-24	Conférence annuelle de l'Association des agences de relations du travail (Canada et États-Unis).	Boston Massachusetts, É-U	Hervé Leblay Direction de la médiation-conciliation et de la prévention (Montréal)	2 993,79 $
2018-10-07 2018-10-14	Participation à titre de formateur à une formation de médiateurs pour l'Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail de la Martinique et participation d'un séminaire inter-régional sur les médiations. **Note :** Le billet d'avion, les frais d'hébergement, les frais de repas et certains frais de déplacement locaux sont assumés par l'Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail de la Martinique.	Le Lamentin Martinique, France	Hervé Leblay Direction de la médiation-conciliation et de la prévention (Montréal)	253,63 $

Missions internationales – 1er avril 2018 au 28 février 2019

Date de départ **Date de retour**	**Objectif(s) de la mission**	**Ville** **Pays**	**Nom(s)** **Direction**	**Coût total du déplacement**
2018-09-05 2018-09-07	Rencontre de médiation dans le cadre du dossier de l'Aluminerie Bécancour (ABI).	Pittsburgh Pennsylvanie, É-U	Jean Nolin Direction de la médiation-conciliation, de la prévention et de l'arbitrage	1 624,59 $
2018-11-06 2018-11-07	Rencontre de médiation dans le cadre du dossier de l'Aluminerie Bécancour (ABI).	Pittsburgh Pennsylvanie, É-U	Mélanie Hillinger Bureau de la sous-ministre adjointe aux relations de travail	1 762,07 $
2018-11-28 2018-12-03	Mission de recrutement de travailleurs qualifiés organisée par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et coordonnée par Québec International. **Note :** Les billets d'avion, les frais d'hébergement et les déplacements, ainsi que le kiosque, la coordination et la promotion sont assumés par Québec International. Les autres dépenses sont assumées par la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale.	Paris France	Mélanie Lavoie Centre local d'emploi de Charlesbourg Johanne Rivard Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale	659,68 $
			Coût total des déplacements	11 728,93 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue des conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.);

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. :
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé et statistiques :

- Des événements de presse pour un coût total **15 991,29 $** ont été organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au 28 février 2019.

Événement	But visé	Fournisseur
Lancement de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023	Annonce publique de la Stratégie	Logistique : CSPQ
		Impression d'une affiche pour parapost : Copiexpress enr. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Impression de napperons et de volumes : Imprimerie Nicober inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Traduction pour le site Web : CSPQ
		Traduction pour le napperon : CSPQ
Annonce d'investissements pour les Services d'aéronefs AAR à Trois-Rivières	Annonce publique	Photographe : Daniel Jalbert photographe Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Logistique : Duoson multimédia inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Annonce d'investissements pour l'entreprise Atrahan Transformation inc.	Annonce publique	Photographe : Daniel Jalbert photographe Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Logistique : Duoson multimédia inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
Conférence de presse Venir en aide aux plus vulnérables	Annonce publique	Impression d'un panneau-lutrin : Imprimerie Vaillancourt Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Location de salle : Centre St-Pierre Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
Lancement de la tournée provinciale *En action pour la main-d'œuvre* de M. Jean Boulet auprès des partenaires et intervenants du marché du travail	Annonce publique	Achat d'images : Pond 5 Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Achat de musique : Premium Beat Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Impression d'un panneau de lutrin : Production JG Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Impression d'un panneau de lutrin : Groupe ETR Mode d'octroi du contrat : contrat négocié
		Logistique : CSPQ
Inauguration du bureau de Services Québec à Trois-Rivières	Annonce publique	Logistique : Duoson multimédia inc. Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : SEQ, SCPMT et SSSAS
VALIDATION : DGRFC – DB - SBA
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats entre 5 000 $ et 24 999 $ figurent à l'Annexe 1. Celles relatives aux contrats pour le cabinet ministériel figurent à l'Annexe 2.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : DGRFC-DGC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
1	141273 Canada inc. (Monette Express)	22 000 $
2	9373-9803 Québec inc.	9 000 $
3	Alia Conseil inc.	9 546 $
4	Alliance des centres-conseils en emploi	24 500 $
5	Alsco	18 330 $
6	André Léveillé chirurgien plastique inc.	12 915 $
7	Atelier d'ébénisterie Mikuan inc.	8 425 $
8	Barrette Avocats	7 385 $
9	BDO Canada S.R.L./S.E.N.C.R.L.	16 050 $
10	Bédard, Renée	18 000 $
11	Bellot, Céline	10 500 $
12	Bernier, Hélène	9 946 $
13	Biron, Monique	10 000 $
14	Biron, Monique	18 000 $
15	Blouin, Claude	19 000 $
16	Brigitte Bazinet médical inc.	8 610 $
17	BTB, Fiducie d'acquisitions et d'exploitation	7 160 $
18	Canadian Austin Group Holdings ULC	8 528 $
19	Caroline Dupont	7 550 $
20	Caroline Dupont	12 000 $
21	CBCI Télécom Canada inc.	22 265 $
22	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	6 800 $
23	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	9 000 $
24	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	10 200 $
25	Centre montérégien de réadaptation	22 500 $
26	CGI-Néolect, Société en participation	14 025 $
27	Cholette, Daniel	15 800 $
28	Composition Ste-Foy inc. (CSF)	18 000 $
29	Compugen inc.	5 750 $
30	Conference Board of Canada	7 025 $
31	Conference Board of Canada	18 095 $
32	Copies de la Capitale inc.	7 611 $
33	Côté, Mireille	15 000 $
34	Côté, Mireille (004)	15 000 $
35	Côté, Mireille (004)	15 000 $
36	Couche-Tard inc.	5 000 $
37	Crayon rouge enr., Le	10 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
38	Crayon rouge enr., Le	10 000 $
39	Danielle Desrosiers	8 671 $
40	DBC Télécom	8 000 $
41	Denis Boucher M.D. inc.	21 300 $
42	Deschamps Impression inc.	6 500 $
43	Deschamps Impression inc.	7 142 $
44	Deschamps Impression inc.	8 343 $
45	Deschamps Impression inc.	10 400 $
46	Deschamps Impression inc.	12 045 $
47	Deschamps Impression inc.	12 998 $
48	Deschamps Impression inc.	20 010 $
49	Diane Chevrette	15 532 $
50	Doreen Dubé	16 486 $
51	Dre Christiane Bouchard inc.	12 080 $
52	Duchesne, Robert	8 610 $
53	Duprey, Francine	20 300 $
54	E.L.D.	23 520 $
55	Écho Sondage inc.	12 300 $
56	Écritures, Etc. inc.	15 000 $
57	Édifice 500 Grande-Allée Est inc.	5 798 $
58	Édifice 500 Grande-Allée Est inc.	9 109 $
59	Électronique Microtech Canada inc.	7 006 $
60	Enveloppe Royal inc.	19 650 $
61	Evans, K.-Benoît	15 389 $
62	Evans, K.-Benoît	18 000 $
63	Fairmont Le Reine Elizabeth	7 279 $
64	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	8 000 $
65	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	10 000 $
66	Formules d'affaires modernes ltée	7 060 $
67	Formules d'affaires modernes ltée	9 600 $
68	Formules d'affaires modernes ltée	10 954 $
69	France Truchon	18 996 $
70	Garda World transport de valeurs	21 386 $
71	Gargouchet enr.	7 840 $
72	Gartner Canada Co.	24 601 $
73	Gendron, Normand	10 000 $
74	Gestion Évalos inc.	15 552 $
75	Gilbert, Dominique	6 450 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
76	Gilbert, Dominique	22 500 $
77	Ginette Gagnon	6 352 $
78	Ginette Gagnon	17 857 $
79	Girard, Éric	15 800 $
80	Gratton, Éloïse	21 000 $
81	GRICS	23 487 $
82	GRICS	24 009 $
83	Groupe CFC	5 100 $
84	Groupe Lacasse inc.	21 480 $
85	Groupe LEVIA inc.	10 000 $
86	Groupe Radisson inc.	9 409 $
87	Groupe Réalisation TV inc.	14 240 $
88	Groupe Secur Plus	5 174 $
89	Hayes, Lynda	15 000 $
90	Hôtel ALT Montréal	15 000 $
91	Hôtel Château Laurier Québec	5 689 $
92	Hôtel Delta Montréal	20 000 $
93	Hôtel Palace Royal inc.	16 278 $
94	Houde, Danielle	10 850 $
95	Houde, Rosaire	14 832 $
96	Hypertec, Systèmes inc.	6 510 $
97	Impecca image et impression inc.	10 720 $
98	Imprimerie Nicober inc.	15 000 $
99	Imprimerie Provinciale inc.	6 976 $
100	Imprimeries Transcontinental inc.	11 398 $
101	Infras information recherche et analyse de la société inc.	12 250 $
102	Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal	14 985 $
103	International Air Transport Association	6 000 $
104	Isabelle Petillot	12 354 $
105	Jacques Demers M.D. inc.	12 915 $
106	Jean-François Gravel (photographe)	19 700 $
107	Jean-Pierre Dalcourt (médecin)	8 535 $
108	Joanne Paradis M.D. inc.	17 100 $
109	Joseph Clermont inc.	6 991 $
110	Knapp, Kerry	22 500 $
111	La Forge, Jean-François	6 720 $
112	Langlois, Francine	20 020 $
113	Lawson, Kathryn (traductrice)	18 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
114	Lawson, Kathryn (traductrice)	18 000 $
115	Lecomte, France	16 100 $
116	Les Entreprises Svoboda M.V. inc.	5 208 $
117	Les Papiers Coderr	5 692 $
118	Leyten, Cheryl	10 000 $
119	Lise Chevrette	7 088 $
120	Lise Chevrette	14 513 $
121	Logilys inc.	18 230 $
122	Loiselle, Luc A.	14 458 $
123	Lynda Hayes	15 000 $
124	Mac Design enr.	6 605 $
125	Mac Design enr.	13 000 $
126	Maguire-Hinkson, Diane	15 000 $
127	Malenfant Dallaire, S.E.N.C.R.L.	16 593 $
128	Manuel Petersen	20 000 $
129	Marie-Josée Poiré	8 101 $
130	Marketing Léger inc.	13 250 $
131	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	20 484 $
132	Mcgain, Alison (traductrice)	10 731 $
133	Mcgain, Alison (traductrice)	18 000 $
134	McGivern, Vanessa	10 000 $
135	MELS Studios et Postproduction S.E.N.C.	16 000 $
136	Micheline Hébert	6 691 $
137	Monique Caron	12 000 $
138	Monique Caron	22 465 $
139	Moore Canada Corporation	18 252 $
140	Moore Canada Corporation	20 200 $
141	Motadits	17 312 $
142	MSK Canada ltée	6 900 $
143	Multihexa Québec inc.	5 964 $
144	Neopost Services location Canada ltée	5 977 $
145	Nimble Information Strategies inc.	8 976 $
146	Notarius MC	17 280 $
147	Oudar, Valérie (médecin)	20 460 $
148	Panavideo inc.	5 838 $
149	Personnel Clé	20 989 $
150	Petersen, Manuel	20 000 $
151	Pierre-Marc Laliberté	16 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
152	Pneumologues associés de Québec, Les S.E.N.C.R.L.	9 265 $
153	Poulin, Côme	5 870 $
154	Poulin, Côme	8 120 $
155	Pro technique Québec inc.	12 992 $
156	Provençal, Fanny	9 038 $
157	Randstad Canada	18 400 $
158	Raymond Chabot Ressources Humaines inc.	23 809 $
159	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	5 000 $
160	Réseau action TI	12 425 $
161	Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	24 500 $
162	Réseaux Connectcom	12 613 $
163	Ricard, Robert	8 856 $
164	Savoir-faire Linux inc.	6 660 $
165	Sébastien Lavoie (service de publicité)	18 855 $
166	Sébastien Lavoie (services de publicité)	21 500 $
167	Segma Recherche	15 775 $
168	Sénéchal, Pierre (révision linguistique)	10 000 $
169	Sénéchal, Pierre (révision linguistique)	10 000 $
170	Service de secrétariat Saint-Eustache enr.	8 741 $
171	Services administratifs MP enr.	14 216 $
172	Services-conseils Hardy inc.	10 000 $
173	Simon Potvin-Goulet (Design)	21 600 $
174	Société des médecins de l'Université de Sherbrooke S.E.N.C.R.L.	9 265 $
175	Solutions informatiques Inso inc.	17 673 $
176	Statistique Canada	10 000 $
177	Statistique Canada	12 981 $
178	Statistique Canada	20 000 $
179	St-Cyr, Lorraine	10 342 $
180	Stoddart, Jennifer	21 000 $
181	Stratégie organisation et méthode SOM inc.	15 490 $
182	Studio LNTBB inc.	5 400 $
183	Studio LNTBB inc.	21 500 $
184	SVI eSolutions inc.	24 600 $
185	Tact intelligence-conseil inc.	11 158 $
186	Tact intelligence-conseil inc.	17 275 $
187	Technologia Formation	5 150 $
188	Technologies RSM inc.	23 000 $
189	Teknion Roy & Breton inc.	5 978 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07-ANNEXE 1 **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
190	Tétreault, Solange	15 000 $
191	Tétreault, Solange	15 000 $
192	Thivierge, Claire (002)	15 000 $
193	Traductions à la Page	10 000 $
194	Tremblay, Isabelle (des mots et des lettres)	15 000 $
195	Tremblay, Isabelle (des mots et des lettres)	15 000 $
196	Trudel Immeubles inc.	16 848 $
197	UpToDate	11 180 $
198	Val-Défi inc.	15 750 $
199	Vision Information inc.	21 000 $
200	Willmot, Rod	15 243 $
201	Willmot, Rod	18 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07 - ANNEXE 2 - Cabinet ministériel **1er avril 2018 au 28 février 2019**

Contrats octroyés		
#	**Fournisseur**	**Montant contrat**
1	Air Liaison inc.	8 000 $
2	Air Liaison inc.	16 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire ;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat ayant été conclu entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : DGRFC-DGC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Vous trouverez l'information présentée en annexe.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ à l'exception des réponses aux sous-questions b), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : DGRFC-DGC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics **1er avril 2018 au 28 février 2019**

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	AXXIO inc.	39 449 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Actualisation DIH inc. Inacre Conseil inc. Proxima Centauri Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
2	Cible-Emploi	36 350 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Marie-Josée Pedneault inc. Groupe CGRH Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
3	CMOI MEDTRA	237 671 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Dyade Communication : 288 816 $ Gwendolyn Schulman : 264 748 $
4	Cofomo Québec	1 651 570 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun
5	Constellio inc.	685 050 $	Appel d'offres fondé sur uniquement sur un prix	Aucun
6	Decimal	271 000 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Mallette S.E.N.C.R.L. : 309 600 $ Raymond Chabot Grant Thornton : 343 000 $
7	Hervé Bouchereau consultants inc.	120 725 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (Prix ajusté le plus bas)	Aucun
8	IRIS Mercier, service de consultation	27 375 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
9	Krystel Raymond	77 745 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue : 89 700 $ Syndicat des professionnelles et professionnels : 51 037 $ (soumission non admissible et non conforme)
10	Les logiciels libres LINAGORA inc.	300 125 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun
11	Levio Conseils inc.	2 751 980 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
12	Levio Conseils inc.	1 558 900 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Société Conseil Groupe LGS : 1 595 160 $ (2e rang) Alithya services-conseils inc. : 1 764 000 $ (3e rang) Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.
13	Levio Conseils inc.	733 800 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	ESI Technologies inc. : 747 600 $ (2e rang) Alithya services-conseils inc. : 842 800 $ (3e rang) R3D Conseil inc. : 873 600 $ (4e rang) GDG Informatique et Gestion inc. : 953 190 $ Les Services-conseils Abna inc. : 896 140 $ M3P services-conseils : 936 572 $ SERTI placement TI inc. : 1 246 000 $ Société Conseil Groupe LGS : 1 058 400 $ Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.
14	Marie-Josée Perreault inc.	46 665 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
15	R3D Conseil inc.	4 475 100 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Transition Services Conseils inc. CGI inc. ESI Technologies de l'information inc. Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
16	Rowe Gravel Garceau, consultants en ressources humaines inc.	47 700 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (Prix ajusté le plus bas)	Marie-Josée Pedneault inc. Groupe Priorité Travail Groupe CGRH Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
17	Septembre éditeur inc.	1 850 000 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
18	Société Conseil Groupe LGS	698 600 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun
19	Société Conseil Groupe LGS	1 626 075 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
20	Transition Services Conseils inc.	1 658 300 $	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
21	Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	62 400 $	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Syndicat des professionnelles et professionnels : 35 040 $ (soumission non admissible et non conforme)

Informations complémentaires à la fiche RG-10
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations se retrouvent dans la réponse à la question 7.

SOURCE : DGRFC-DGC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques :

La liste des projets informatiques de plus de 100 000 $ en réalisation en 2018-2019 est présentée en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 15 mars 2019

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

ANNEXE - FICHE RG12

Nom du projet	**Nature du projet**	**Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k$)**	**Sommes totales engagées à ce jour (k$)** *(Note 1)*	**% de réalisation à ce jour**	**Évaluation - Logiciel libre** *(Note 2)*	**Pénalités appliquées aux sous-traitants** *(Note 3)*
Espace client et Services en ligne	Le projet vise à faire évoluer la prestation de services du Ministère vers un mode de prestation électronique qui répond aux attentes et aux besoins des clientèles. Il a également pour objectif d'offrir une formule de libre service à un meilleur coût, tout en respectant le libre choix des clientèles. À cet effet, le Ministère souhaite mettre en place les assises d'un portail ministériel de services en ligne pour faciliter l'accès aux services de l'emploi et de l'assistance sociale. Le dossier numérique client s'inscrit dans les orientations gouvernementales visant à privilégier l'approche numérique dans les communications et les interactions du gouvernement du Québec avec les citoyennes et les citoyens.	4 872,4	565,6	11,6%	Oui	s. o.
Gestion des correspondances avec la clientèle	Le Ministère transmet chaque année plusieurs millions de documents officiels. La majeure partie de ces documents sont produits par les systèmes soutenant les processus de travail desquels les documents sont issus. La nouvelle solution vise à soutenir les communications électroniques avec la clientèle et constitue une contribution substantielle à la modernisation des services offerts par le Ministère.	3 809,5	422,1	11,1%	Oui	s. o.
Projet pilote de migration (PFC - phase 1)	Le projet concerne une première migration réalisée à titre de projet pilote dans le cadre de la modernisation des systèmes de la PFC. Ce projet vise à valider l'approche de transfert par migration, de valider les hypothèses et de réaliser un bilan de l'expérimentation des nouveaux services d'infrastructures mis en place sur la PFI. Cette première migration concerne le système SVI (Relevés d'impôt) de la plateforme centrale.	2 078,5	256,9	3,9%	s.o.	s. o.
Gestion partagée de la prestation de services	Le projet vise la mise en œuvre d'une gestion partagée de la prestation de services de l'aide financière de dernier recours, à l'ensemble des agents sur le territoire du Québec selon leur compétence et en leur donnant un accès électronique aux documents entrants et à ceux qui constituent un dossier.	45 460,0	1 687,7	2,4%	Oui	s. o.
Programme objectif emploi	Réalisation des travaux informatiques liés à la mise en œuvre du Programme objectif emploi, lequel a débuté le 1er avril 2018.	3 913,2	2 854,2	100%	s.o.	s. o.

ANNEXE - FICHE RG12

Désuétude technologique VB6	Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale possède des applications pour lesquelles le langage de programmation VB6 est utilisé. Ce projet purement technologique consiste à faire évoluer les applications utilisant VB6 de façon à maintenir la continuité des services à la clientèle des domaines d'affaires concernés par ces applications. Le projet contribuera à l'atteinte de l'objectif du plan stratégique du Ministère visant à déployer une stratégie pour contrer la désuétude technologique et assurer l'évolution des services.	4 828,4	3 349,6	72,5%	s. o.	oui[4]
Remplacement du processus de déclaration mensuelle	Tous les mois, les prestataires de l'aide financière de dernier recours reçoivent un document en trois parties : un chèque ou un avis de dépôt direct, la déclaration mensuelle et le carnet de réclamation. Les prestataires du programme de l'aide sociale doivent remplir et retourner la déclaration mensuelle, qu'il y ait changement ou non à leur situation. Le projet consiste à abolir l'obligation de retourner la déclaration mensuelle pour cette clientèle, ce qui implique de cesser l'envoi de la déclaration mensuelle à tous les prestataires, tout en permettant à ces derniers de répondre à leur obligation d'informer de tout changement, soit en communiquant avec le Centre de communication à la clientèle, en remplissant la déclaration en ligne ou en se rendant au comptoir de leur bureau de proximité. En cohérence avec la planification stratégique du Ministère, le projet permet une prestation de services adaptée et simplifiée en tirant profit des ressources informationnelles.	591,0	461,4	100%	s. o.	s. o.

Note 1 : Les sommes totales engagées à ce jour correspondent aux coûts réels recensés au 28 février 2019.

Note 2 : S. O. signifie que l'évaluation d'un logiciel libre ne s'applique pas étant donné que le projet vise principalement à modifier ou à améliorer les applications ou les technologies déjà en place.

Note 3 : S. O. signifie qu'aucune pénalité n'a été appliquée dans le cadre de ce projet.

Note 4 : Une pénalité de 2 000 $ a été appliquée en regard de la non-disponibilité d'une ressource dans le délai de 10 jours ouvrables, tel que stipulé au contrat. Un remboursement (note de crédit) a été reçu le 27 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;
II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les dépenses sont les suivantes :

Photocopie :	12 050 $
Mobilier de bureau et ameublement :	9 401 $
Décoration et embellissement :	0 $
Distributeur d'eau de source :	0 $
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	157 523 $
Frais d'alcool et de fêtes :	0 $
Perfectionnement :	17 074 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC-DCCR-SOF
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :

a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins;

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

o) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2010, le nombre d'employés permanents et temporaires;

p) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

q) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

r) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

s) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de postes vacants.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins

Les données présentées sont celles de l'année 2018-2019. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 27 février 2019,** soit **5 157** employés réguliers au Ministère, excluant :

- le personnel du Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction;
- le personnel de la Ville de Montréal. Les données concernant l'effectif de la Ville de Montréal se retrouvent dans une fiche spécifique (RG15a - Ville de Montréal).

La catégorie d'emplois « personnel d'encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d'emplois « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 27 février 2019)

Personnel d'encadrement[1]						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	118	2,3	209	4,1	327	6,3
TOTAL	**118**	**2,3**	**209**	**4,1**	**327**	**6,3**

[1] Inclut 13 membres de la haute direction (6 hommes et 7 femmes).

Professionnels						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	60	1,2	102	2,0	162	3,1
35 ans et plus	525	10,2	871	16,9	1 396	27,1
TOTAL	**585**	**11,3**	**973**	**18,9**	**1 558**	**30,2**

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	46	0,9	273	5,3	319	6,2
35 ans et plus	535	10,4	2 418	46,9	2 953	57,3
TOTAL	**581**	**11,3**	**2 691**	**52,2**	**3 272**	**63,4**

TOTAL						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	106	2,1	375	7,3	481	9,3
35 ans et plus	1 178	22,8	3 498	67,8	4 676	90,7
TOTAL	**1 284**	**24,9**	**3 873**	**75,1**	**5 157**	**100.0**

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge

(données au 27 février 2019)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	3	4	0	17
TOTAL	**3**	**4**	**0**	**17**

Professionnels				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	1	1	1	15
35 ans et plus	9	14	12	120
TOTAL	**10**	**15**	**13**	**135**

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	7	2	1	29
35 ans et plus	95	50	27	451
TOTAL	**102**	**52**	**28**	**480**

TOTAL								
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**		**Anglophones**		**Autochtones**		**Communautés culturelles**	
	Nbre	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**
- de 35 ans	8	0,2	3	0,1	2	0,0	44	0,9
35 ans et plus	107	2,1	68	1,3	39	0,8	588	11,4
TOTAL	**115**	**2,2**	**71**	**1,4**	**41**	**0,8**	**632**	**12,3**

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (données au 1er mars 2019)

Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).

Catégories d'emplois	2018-2019
Personnel d'encadrement	3 450,0
Professionnels	20 096,0
Fonctionnaires	82 849,0
Total du Ministère	**106 395,0**

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 27 février 2019)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	81	108	98	40
Professionnels	553	551	282	245
Fonctionnaires	2 651	1 200	332	193
Total	**3 285**	**1 859**	**712**	**478**

Au 27 février 2019 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6 334.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail (données au 27 février 2019)

Catégories d'emplois	2018-2019 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Total
Professionnels	14 831,86	15 365,07	30 196,93
Fonctionnaires	27 661,45	16 057,20	43 718,65
Total	**42 493,31**	**31 422,27**	**73 915,58**

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d'emplois, n'est pas disponible.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (données au 1er mars 2019)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégorie d'emplois	2018-2019
Personnel d'encadrement	7 476,0
Professionnels	32 745,5
Fonctionnaires	78 222,0
Total	**118 443,5**

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 27 février 2019)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	140	160	25	2
Professionnels	1 091	528	10	2
Fonctionnaires	3 182	1 181	13	0
TOTAL	**4 413**	**1 869**	**48**	**4**

Au 27 février 2019 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6334.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs <u>réguliers</u> par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

UNITÉS CENTRALES		2018-2019 (au 27 février 2019)			
		Pers. encad.	**Prof.**	**Fonct.**	**Total**
BSM	Bureau de la sous-ministre[1]	4	11	10	**25**
	Unités relevant de la sous-ministre[2]	3	20	19	**42**
ST	Secrétariat du travail	3	22	12	**37**
SRT	Secteur des relations du travail	4	30	27	**61**
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	3	10	3	**16**
SDPSQ	Secteur du développement et des partenariats de Services Québec	22	143	180	**345**
SSSAS	Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique	13	102	20	**135**
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	50	459	268	**777**
SRE	Secteur des registres de l'État	15	62	216	**293**
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	15	110	33	**158**
SO	Secteur des opérations – Unités centrales	15	71	259	**345**
TOTAL UNITÉS CENTRALES		**147**	**1 040**	**1 047**	**2 234**

[1] Les unités comprises sont le Bureau de la sous-ministre, le Bureau de la sous-ministre et Secrétariat général, la Direction adjointe du Secrétariat général et la Direction de l'accès à l'information et de l'éthique.

[2] Les unités sont la Direction des affaires juridiques (DAJ), la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives (DVIEA), le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP) et le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM).

Unités régionales, locales et opérations centralisées[1]

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2018-2019 (au 27 février 2019)			
	Pers. encad.	**Prof.**	**Fonct.**	**Total**
1 Bas-Saint-Laurent	8	27	83	118
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	10	32	92	134
3 Capitale-Nationale	14	40	155	209
4 Mauricie	9	24	124	157
5 Estrie	8	19	99	126
6 Montréal	33	92	454	579
7 Outaouais	7	23	105	135
8 Abitibi-Témiscamingue	5	21	56	82
9 Côte-Nord	7	17	45	69
10 Nord-du-Québec	3	10	16	29
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	11	21	66	98
12 Chaudière-Appalaches	9	28	106	143
13 Laval	6	19	107	132
14 Lanaudière	9	23	152	184
15 Laurentides	13	33	147	193
16 Montérégie	21	69	331	421
17 Centre-du-Québec	7	20	87	114
TOTAL RÉSEAU	**180**	**518**	**2 225**	**2 923**
TOTAL MINISTÈRE	**327**	**1 558**	**3 272**	**5 157**

[1] Les opérations centralisées représentent des centres administratifs et spécialisés provinciaux qui gèrent des activités pour la clientèle de l'ensemble de la province.

k) L’évolution du nombre d'employés <u>réguliers</u> bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d’emplois	Total
Au 27 février 2019	Professionnels	334

l) Le nombre d'employés <u>réguliers</u> bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d’encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Au 27 février 2019	1	33	19	**53**

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d’emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse RG15 j).

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d’emploi

Aucun poste n’a été aboli au Ministère en 2018-2019 (au 27 février 2019).

r) L’effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants

On dénombre 934 postes vacants au Ministère (au 27 février 2019).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC-DB-SBA
VALIDATION : DGRFC-DB-SBA
DATE : 2019-03-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-15a

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :

a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins.

Données sur les groupes cibles : Ville de Montréal

Les données présentées ci-dessous concernent uniquement le **personnel régulier** en lien d'emploi à la Ville de Montréal qui est prêté au Ministère.

Répartition par catégories d'emplois, sexe et groupe d'âge (données au 28 février 2019)

Exposé et statistiques :

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	1	0,4	1	0,4	2	0,8
TOTAL	**1**	**0,4**	**1**	**0,4**	**2**	**0,8**

Professionnel						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	5	2,2	4	1,8	9	4,0
TOTAL	**5**	**2,2**	**4**	**1,8**	**9**	**4,0**

Fonctionnaire						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	75	33,2	140	61,9	215	95,1
TOTAL	**75**	**33,2**	**140**	**61,9**	**215**	**95,1**

TOTAL						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	81	35,8	145	64,2	226	100,0
TOTAL	**81**	**35,8**	**145**	**64,2**	**226**	**100,0**

Notes :

- le pourcentage est calculé à partir de l'**effectif régulier total en lien d'emploi (226)**;
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 28 février 2019.

Représentativité de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 28 février 2019)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	0
TOTAL	**0**	**N/D**	**0**	**0**

Professionnel				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	2
TOTAL	**0**	**N/D**	**0**	**2**

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	5	N/D	1	33
TOTAL	**5**	**N/D**	**1**	**33**

TOTAL								
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**		**Anglophones**		**Autochtones**		**Communautés culturelles**	
	Nbre	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	N/D	N/D	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	5	2,2	N/D	N/D	1	0,4	35	15,5
TOTAL	**5**	**2,2**	**N/D**	**N/D**	**1**	**0,4**	**35**	**15,5**

Notes :
- le pourcentage de représentativité est calculé à partir de l'**effectif régulier total en lien d'emploi (226)**;
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 28 février 2019.

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, une personne (fonctionnaire) se retrouve dans plus d'un groupe cible (personnes handicapées et communautés culturelles).

FAITS SAILLANTS

En incluant les données concernant la Ville de Montréal, les taux de représentativité des groupes cibles du Ministère sont les suivants :

GROUPES CIBLES	**Nbre**	**%**
Personnes handicapées	120 / 5 383	2,2 %
Anglophones (données non disponibles à la Ville)[1]	71 / 5 157	1,4 %
Autochtones	42 / 5 383	0,8 %
Communautés culturelles	667 / 5 383	12,4 %
Représentation des femmes	4 018 / 5 383	74,6 %
Jeunes (moins de 35 ans)	481 / 5 383	8,9 %

[1] Puisque les données du groupe cible « Anglophones » sont non disponibles à la Ville de Montréal, le calcul est effectué à partir de l'effectif régulier du Ministère seulement.

SOURCE : DRIM – DSA – 2019-02-28
COLLABORATION : DGRH – 2019-03-25
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

a) Le nombre de départs à la retraite en 2017-2018 et en 2018-2019, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

a) Le nombre de départs à la retraite en 2017-2018 et en 2018-2019, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de l'année 2018-2019, le Ministère a engagé à titre d'employés occasionnels 141 retraités[1] de la fonction publique.

De plus, le Ministère a octroyé 5 contrats de services professionnels[2] à 5 retraités de la fonction publique pour assurer des besoins spécifiques et non récurrents.

[1] Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.
[2] Données extraites du SAGIR pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION :
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Le coût des travaux en préparation de l'arrivée de 2 cabinets ministériels est réparti ainsi :

- 31 914,78 $ pour le cabinet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans les locaux situé au 425, rue Jacques-Parizeau à Québec et au 800, rue du Square-Victoria à Montréal.
- 17 570,61 $ pour le cabinet de la ministre responsable du Travail situé au 200, chemin Sainte-Foy à Québec.

Coûts totaux : **49 485,39 $**

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRFC
DATE : 2019-03-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Exposé et statistiques :

Cabinet ministériel de Monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie (à partir du 19 octobre 2018)

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Acuna, Natalia	Attachée politique	Montréal
Bordeleau, François	Attaché politique	Trois-Rivières
Cantin, Fanny	Attachée politique	Québec
D'Astous, Caroline	Attachée politique	Québec
De Choinière, Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Dickson, Annie	Employée de soutien	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Attaché politique	Montréal
Lachance, Claudine	Attachée politique	Québec
Savignac, Simon	Attaché politique	Montréal
Schetagne, Pierre	Directeur de cabinet	Montréal
Therrien, Nancy	Attachée politique	Québec
Vallée, Émilie	Attachée politique	Trois-Rivières

Cabinet ministériel de Monsieur François Blais à titre de ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (jusqu'au 18 octobre 2018)

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Dallaire-Turmel, Olivier	Attaché politique	Québec
Felli, Véronique	Employée de soutien	Québec
Fortin, Pauline	Attachée politique	Québec
Garneau, Michel	Attaché politique	Québec
Gazaille, Patrick	Attaché politique	Québec
Gosselin, Stéphane	Directeur de cabinet	Québec
Laboissonnière, Simon	Attaché politique	Québec
Leclerc, Carole	Attachée politique	Québec
Parisien, Normand	Attaché politique	Montréal
Rochette, Anne	Attachée politique	Québec
Tremblay, Hélène	Attachée politique	Québec
Trottier, Caroline	Attachée politique	Québec

Cabinet ministériel de Madame Dominique Vien à titre de ministre responsable du Travail (jusqu'au 18 octobre 2018)

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bernard, Hélène	Attachée politique	St-Malachie
Boulianne, Stéphanie	Attachée politique	Québec
Boutin Marie-Pier	Attachée politique	St-Malachie
Dumont, Isabelle	Attachée politique	Québec
Gagné, Denise	Attachée politique	St-Malachie
Lavoie, Marina	Attachée politique	Québec
Lessard, Chantal	Attachée politique	St-Malachie
Milette, Pierre	Directeur de cabinet	Québec
Morand, Michèle	Attachée politique	Québec
Tanlet, Florent	Attaché politique	Québec

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet :

Il dirige les membres du personnel du cabinet. Il s'acquitte, en outre, des autres devoirs et tâches que le ministre peut lui assigner.

Attaché politique :

Il est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de recherchiste, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien :

Il remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à partir du 19 octobre 2018.

- Masse salariale autorisée de 1 071 000 $ sur une base annuelle.

Cabinet ministériel de M. François Blais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 1er avril 2018 au 18 octobre 2018 :

- Masse salariale autorisée de 798 191,78 $ sur une base annuelle.

Cabinet ministériel de Mme Dominique Vien, ministre responsable du Travail du 1er avril 2018 au 18 octobre 2018.

- Masse salariale autorisée de 660 000 $ sur une base annuelle.

SOURCE : DGRFC-DB-SBA
COLLABORATION : DGRH
VALIDATION :
DATE : 2019-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
g) les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Éthier, Anne-Marie Cadre, classe 2	Direction régionale de Services Québec de l'Estrie	Secteur d'Emploi-Québec – Bureau du sous-ministre associé (hors structure depuis le 16 octobre 2017)	Sans objet
Noël, Marie-Josée Cadre, Classe 3	Secteur des relations avec la clientèle – Direction du Centre de la communication avec la clientèle (CCC)	Secteur des opérations – Direction régionale de Services Québec de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (hors structure depuis le 15 février 2016)	Sans objet

Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :
Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Aucun poste n'a été aboli au Ministère en 2018-2019.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 j).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Casey, Marlyne Agent de recherche et de planification socio-économique	Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	21 décembre 2021

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRFC-DB-SBA
DATE : 2019-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2018-2019 : 59 668 $

Voir la liste des fournisseurs en annexe.

SOURCE : DGRFC-DCCR-SOF
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27 - ANNEXE 1

Du 1er avril 2018 au 28 février 2019

FOURNISSEURS
10479560 Canada inc.
Actualité, L'
Affaires®, Les
All Seasons Publications
Archipel d'Entraide, L'
Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue inc.
Canada Français, Le
Club de Presse Blitz, Le
Conference Board of Canada, The
Corporation presse commerce
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Divers[1]
Droit, Le
EBSCO Canada ltée
Éditions la Liberté
Éditions Yvon Blais inc., Les
Entreprises Svoboda M V inc., Les
Gazette une entreprise Canwest, The (Publications Canwest inc.)
Imprimerie Pontiac inc.
Lancaster House
Lexisnexis Canada inc.
Librairie Raffin inc.
Magazine Gaspésie inc.
Marché du Vieux Beauport inc.
Messageries Dynamiques
NewspaperDirect
Nouvelliste, Le
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (publication)
PressReader
Progrès-Dimanche (3834310 Canada inc.)
Radar inc., Le
Reflet Témiscamien inc., Le
Revue Qui Fait Quoi inc.
Septembre éditeur inc.
SOCAN[2]
Société Trader Corporation
Soleil, Le
Terre de chez nous, La
Tire-Média
Tribune, La

[1] La rubrique « Divers » représente des paiements d'abonnements faits à partir de la Carte Affaires émise par la Banque Nationale du Canada.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni à la participation à des clubs privés.

SOURCE : DGRFC-DCCR-SOF
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de hits);
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu du site.

1) <u>Site ministériel</u> (www.mtess.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Avril 1998
Version actuelle du site ministériel : Avril 2005

Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site actuel
Aucun coût en 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

178 248 $ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement (Centre de services partagés du Québec (CSPQ) : 14 635 $
- Gestion des formulaires Web des programmes de soutien financier à la mission globale et des prix Hommage bénévolat-Québec : 57 500 $
- Plateforme Web de gestion de contenu : 104 362 $
- Utilisation d'une plate-forme de bulletins électroniques : 1 080 $
- Abonnement à un service de gestion de liens brisés : 323 $
- Réservation de noms de domaine (Funio) : 348 $

Nombre de fois où le site a été refait
Six fois (refontes et rehaussements)

2) <u>Site Emploi-Québec</u> (www.emploiquebec.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2001
Version actuelle du site : novembre 2013
Cette fiche comprend les dépenses liées au site informationnel, de même que celles liées à des services interactionnels et transactionnels (IMT en ligne, Placement en ligne, SimulAide et SimulRevenu).

Depuis le 24 septembre 2018, ses contenus sont graduellement transférés vers le site Web gouvernemental Québec.ca.

Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site
Zengo, Fujitsu, MTESS

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

- 478 712 $ ont été versés à des fournisseurs externes pour l'hébergement (CSPQ)

Nombre de fois où le site a été refait
Trois fois

---

3) <u>Site du Régime québécois d'assurance parentale</u> (www.rqap.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Mars 2005

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services interactionnels et transactionnels (RQAP en ligne, Simulateur de calcul de prestations et Manuel d'interprétation normative de l'assurance parentale). À noter que le RQAP et ses activités sont financées par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinente pout l'étude des crédits.

Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site actuel
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement.

1 587 881 $ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Hébergement (CSPQ) : 1 171 025 $
- Entretien et évolution : 416 856 $.

Nombre de fois où le site a été refait
Quatre fois

---

4) <u>Site du Conseil de gestion de l'assurance parentale</u> (www.cgap.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Septembre 2005
À noter que le RQAP et ses activités sont financées par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinente pout l'étude des crédits.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.

Nombre de fois où le site a été refait
Aucune, mais le site a subi un rehaussement visuel à l'hiver 2013.

5) **Site Entraide – secteurs public et parapublic** (www.entraide.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Juillet 2006
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.

- Module de don en ligne (Logylis inc.) : 551 $

Nombre de fois où le site a été refait
Aucun

6) **Site de la Commission des partenaires du marché du travail** (www.cpmt.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : Mars 2007

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour du site
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. 1 200 $ ont été versés à des fournisseurs externes pour l'hébergement (CSPQ).

Nombre de fois où le site a été refait
Aucune

7) **Site ToutPourReussir** (www.toutpourreussir.com)

Mise en ligne : 2003

Le site ToutPourReussir est maintenant fermé ; son contenu a été déplacé dans le site d'Emploi-Québec, dans la section des emplois d'avenir.
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site actuel
Cossette

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Un montant de 1 120 $ ont été versés à des ressources externes pour l'hébergement et entretien.

Nombre de fois où le site a été refait
Site refait lors de chaque campagne, entre 2003 et 2012, afin de s'harmoniser aux autres outils promotionnels.

8) **Site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** (www.cclp.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2007

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. Les coûts d'hébergement, d'entretien TI et de mises à jour sont regroupés et ont été déclarés dans les coûts du site ministériel.

Nombre de fois où le site a été refait
Aucune

---

9) Site Conseil emploi métropole (www.emploi-metropole.org)

Mise en ligne : Novembre 2010

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Direction des communications

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes seulement. 402 $ ont été versés à des fournisseurs externes pour l'hébergement.

Nombre de fois où le site a été refait
Deux fois. Le site a aussi été revu en 2017 pour le mettre à jour technologiquement et améliorer son ergonomie.

---

10) Site Secrétariat du travail (www.travail.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 1996

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Ressources internes pour la version initiale.
(CSPQ pour la version actuelle.

Coût de construction du site
Aucun coût. Ressources internes.
Aucun coût de développement en 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

- Hébergement du site informationnel : 3 000 $;

Nombre de fois où le site a été refait
3 fois

---

11) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 1999

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services transactionnels.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Référence Systèmes inc.

Coût de construction du site
Aucun coût pour 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
Aucun coût pour l'entretien et la mise à jour des contenus, qui sont réalisés par des ressources internes. 1 324 $ ont été versés à des fournisseurs externes pour l'hébergement (CSPQ).

Nombre de fois où le site a été refait
Six fois. Des travaux de modification à la présentation des pages portant sur le Mariage, l'Union civile et les Célébrants ont été effectués afin de faciliter la recherche des citoyens.

12) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2004

Cette fiche comprend les dépenses du site informationnel ainsi que celles liées aux services transactionnels.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Nurun

Coût de construction du site
Aucun coût pour 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour
L'hébergement, l'entretien et les mises à jour sont réalisés par des ressources internes de Revenu Québec ; et les coûts sont remboursés par le Ministère en vertu d'une entente de services globale.

Nombre de fois où le site a été refait
Deux fois.

13) Site Portail Québec (www.gouv.qc.ca)

Mise en ligne : 2004
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Société Conseil Groupe LGS (version originale)

Coût de construction du site
Aucun coût en 2018-2019.

Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

5 027 924 $ ont été versés à des fournisseurs externes :

- Entretien et hébergement CSPQ : 1 335 686 $
- Entretien et évolution : 3 692 238 $

La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

Fréquence journalière
Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Fréquence moyenne des mises à jour
Quotidienne

Nombre de fois où le site a été refait
Deux fois. En janvier 2015, la zone d'accueil Web du gouvernement du Québec a fait l'objet d'une révision de même que la page d'accueil de l'espace Citoyens.

Le 24 septembre 2018, la page d'accueil et l'information relative à la présentation du gouvernement du Québec ont été déplacées dans le site Web gouvernemental Québec.ca. Certains guides ont été supprimés. L'accès aux sites sous Portail Québec se fait maintenant uniquement à partir de Québec.ca.

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : SSGRI, SEQ, SO et SCPMT
VALIDATION : DGRFC
DATE : 25 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :
Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne ;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse à la question 7.

SOURCE : Bureau du sous-ministre
COLLABORATION :
DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques :

Tournée du Québec *En action pour la main-d'œuvre* de M. Jean Boulet auprès des partenaires et intervenants du marché du travail.

Région de la Mauricie (Trois-Rivières) - 4 février 2019	3 310,17 $
Région de la Lanaudière (Lavaltrie) - 18 février 2019	662,82 $
Région du Bas-Saint-Laurent (Rivière-du-Loup) - 22 février 2019	897,33 $
Région de la Montérégie (Longueuil) - 25 février 2019	2 224,17 $

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Tous les secteurs du Ministère, BSM et SCPMT
VALIDATION : DGRFC
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
e) l'objet;
f) les dates.

Exposé et statistiques :

Activités	**Coût**
Deuxième édition de l'Expo Entrepreneurs (Montréal, 23 janvier 2019)	283,20 $
Réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du travail (Saint-Jean de Terre-Neuve, 30 janvier 2019)	1 583,88 $

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Service des opérations financières
VALIDATION :
DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Tableau synthèse des transferts fédéraux

	Ententes	Sommes reçues du 1er avril 2018 au 28 février 2019
A.	L'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT)	628,2 M$
A1.	L'Entente modificatrice de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT)	0,0 M$
A2.	L'Entente modificatrice N° 5 à l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT)	0,0 M$
B.	L'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE)	112,9 M$
B1.	L'Entente modificatrice de l'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE)	0,0 M$
C.	L'Entente Canada-Québec 2014-2018 sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH)	0,0 M$
D.	L'Entente Canada-Québec en appui aux travailleurs saisonniers du Québec	6,3 M$

Tableau synthèse des ententes administratives

	Ententes	Sommes reçues du 1er avril 2018 au 28 février 2019
E.	Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada)	158 197 $
F.	Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (ministère de l'Emploi et du Développement social Canada)	174 026 $
G.	L'Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	867 $

A. L'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) a été signée le 21 avril 1997 et a une durée indéterminée.

Objectifs : Elle vise la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi. Les mesures actives d'emploi sont celles financées par l'assurance-emploi et sont comprises dans les axes d'intervention suivants :

- la préparation pour l'emploi;
- l'insertion en emploi;
- le maintien en emploi;
- la création directe d'emplois;
- la stabilisation de l'emploi.

Elles comprennent des aides financières, des aides-conseils et de l'assistance.

Le gouvernement du Canada alloue aussi une contribution pour chacune des années de l'entente, au titre des frais liés à l'administration des mesures actives d'emploi encourus par le Québec. De plus, il verse une contribution correspondant au coût des loyers et des espaces libérés à la suite du transfert des ressources humaines fédérales au Québec.

Revenus : La contribution pour 2018-2019 est de 628,2 M$. Le calcul des montants accordés est basé sur les données réelles de 2017-2018, puisque la nouvelle entente n'est pas encore signée en date du 28 février 2019.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, le Ministère a encaissé la totalité de la contribution prévue pour l'année financière 2018-2019, soit 628,2 M$.

Le Ministère perçoit la contribution du gouvernement fédéral sous forme d'avance mensuelle.

A1. L'Entente modificatrice de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) a été signée le 21 décembre 2016 pour l'année financière 2016-2017 et convient d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT.

Au cours du prochain mois, une nouvelle entente modificatrice devrait être conclue pour les années financières 2017-2018 et suivantes.

Objectifs : Cette entente permet de poursuivre la mise en œuvre de mesures et services publics d'emploi, tout en s'assurant que les bénéficiaires de l'assurance-emploi possèdent les compétences requises pour trouver un emploi.

Revenus : Par cette modification de l'Entente, le Canada conviendra d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT de 59,9 M$ pour l'exercice 2018-2019.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, puisque la nouvelle entente modificatrice n'est pas signée, aucune somme n'a été perçue par l'intermédiaire du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour les exercices 2017-2018 et 2018-2019.

A2. L'Entente modificatrice N° 5 à l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) a été signée le 19 décembre 2017 et convient d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT.

Au cours du prochain mois, la nouvelle entente modificatrice N° 6 devrait être conclue pour les années financières 2018-2019 et 2019-2020.

Objectifs : Cette entente permet de soutenir les travailleurs directement ou indirectement touchés par les révisions économiques ayant des répercussions négatives sur les emplois et les travailleurs au Québec dans le secteur forestier, dans les industries de l'acier et de l'aluminium de même que les travailleurs saisonniers.

Revenus : Par cette modification de l'Entente, le Canada conviendra d'augmenter la contribution maximale de l'EDMT de 29,2 M$ pour l'exercice 2018-2019.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, puisque la nouvelle entente modificatrice n'est pas signée, aucune somme n'a été perçue par l'intermédiaire du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour l'exercice 2018-2019.

B. L'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE) a été signée le 4 mars 2014. Cette entente reconduit et transforme l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 qui a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi que ceux de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet d'accroître la participation et la contribution des employeurs à la formation de la main-d'œuvre et de favoriser un meilleur arrimage des compétences avec les besoins du marché du travail et les possibilités d'emploi.

Revenus : En début d'année financière, le gouvernement du Canada informe le Ministère du montant théorique de la contribution maximale qu'il devra verser. Le montant réel est communiqué à l'automne.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, le Ministère a encaissé la totalité de la contribution prévue pour l'année financière 2018-2019, soit 112,9 M$.

Le Ministère perçoit les contributions sous forme de versements semestriels, en juin et en novembre.

B1. L'Entente modificatrice de l'Entente Canada-Québec 2014-2020 visant le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi (EFCE) a été signée le 28 novembre 2016 pour l'année financière 2016-2017 pour augmenter le montant théorique de sa contribution à l'EFCE.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi que ceux de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet de poursuivre la mise en œuvre de mesures et services publics d'emploi tout en s'assurant que les travailleurs non bénéficiaires de l'assurance-emploi possèdent les compétences requises pour trouver un emploi.

Revenus : 18,1 M$ prévus pour l'exercice 2018-2019.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, puisque l'EDMO n'est pas signée, aucune somme n'a été perçue par l'intermédiaire du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour les exercices 2017-2018 et 2018-2019.

C. L'Entente Canada-Québec 2014-2018 sur le marché du travail visant les personnes handicapées (EMTPH) a été conclue initialement le 30 juin 2004 pour la période du 1er avril 2004 au 31 mars 2006 et a été renouvelée à plusieurs reprises.

Le dernier renouvellement de cette entente couvre la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2018. Celui-ci a apporté des changements importants au niveau des responsabilités partagées entre le Ministère et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le Ministère sera dorénavant responsable de la négociation de l'entente et des diverses redditions de comptes au fédéral. Antérieurement, ces tâches étaient prises en charge par le MSSS.

Au cours des prochains mois, l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) devrait être conclue et réunira les objectifs de l'EFCE et de son entente modificatrice ainsi que celle de l'EMTPH.

Objectifs : Cette entente permet d'offrir du financement pour les programmes et les services qui visent à améliorer l'employabilité et les possibilités d'emplois des personnes handicapées.

Revenus : L'entente permet de rembourser jusqu'à 50 % des dépenses engagées par le gouvernement du Québec dans les programmes admissibles, jusqu'à concurrence de 45,9 M$ annuellement. Les programmes admissibles proviennent des activités liées aux missions du Ministère et du MSSS.

Encaissement et modalités : Au 28 février 2019, la somme de 45,9 M$ relative à l'exercice 2017-2018 n'a pas encore été reçue. Également, puisque la nouvelle entente n'est pas signée, aucune somme relative à l'exercice 2018-2019 n'a été perçue par le Ministère.

Le versement est effectué sous forme de paiement anticipé pour le compte du Fonds consolidé du revenu du Québec, au plus tard le 15 mai de chaque exercice financier, conditionnellement à la réception du rapport financier de l'année précédente.

D. L'Entente Canada-Québec en appui aux travailleurs saisonniers du Québec a été signée le 29 mai 2018 et convient d'apporter une contribution supplémentaire au Québec, indépendamment des autres ententes en vigueur.

Le projet se déroulera pendant la période allant du 1er avril 2018 au 31 mars 2019.

Objectifs : Cette entente a été signée dans le cadre d'un projet pilote visant à répondre aux besoins de formation, d'acquisition de compétences essentielles et de soutien du revenu des travailleurs des industries saisonnières du Québec, tout en assurant la continuité de ce bassin de main-d'œuvre qualifiée desservant l'économie saisonnière.

Revenus : La contribution du Gouvernement du Canada consiste à rembourser les dépenses admissibles encourues par le Québec pour atteindre les objectifs du programme. La contribution pour 2018-2019 est de 6,4 M$.

Encaissement et modalités : En date du 28 février 2019, le Ministère a encaissé un montant de 6,3 M$. Le reste du montant prévu à l'entente, soit 0,1 M$, n'a pas encore été reçu.

E. Agence du revenu du Canada — Le Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux a été conclu le 7 juillet 2010 avec l'Agence du revenu du Canada et se renouvelle automatiquement tous les cinq ans, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Ce protocole d'entente établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée, aussi administrés par l'Agence du revenu du Canada. Elle offre également aux nouveaux parents la possibilité de fournir des renseignements additionnels leur permettant de s'inscrire au dépôt direct. Cette entente permet aussi de communiquer à l'Agence du revenu du Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de l'administration de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. [1985], ch. 1 [5e suppl.]).

Revenus : La contribution de l'Agence du revenu du Canada consiste à payer des frais de transmission des transactions d'inscription de naissance ou de décès par le Directeur de l'état civil.

Encaissement et modalités : Une facture est transmise à l'Agence du revenu du Canada deux fois par année, soit en octobre pour couvrir les frais des transactions effectuées entre le 1er avril et le 30 septembre et au début avril pour ceux du 1er octobre au 31 mars.

Au 28 février 2019, les sommes reçues s'élèvent à 158 197 $.

F. Ministère de l'Emploi et du Développement social Canada — Le Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux a été conclu le 31 mars 2010 avec le ministère de l'Emploi et du Développement social Canada, anciennement connu sous le nom du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (Service Canada), et se renouvelle automatiquement tous les cinq ans, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Cette entente vise à établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Elle permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.

Revenus : La contribution du ministère de l'Emploi et du Développement social Canada consiste à payer des frais pour chaque transaction courante.

Encaissement et modalités : La facturation de ces frais est effectuée sur une base mensuelle.

Au 28 février 2019, les sommes reçues s'élèvent à 174 026 $.

G. Services aux Autochtones Canada — Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux, conclue avec Services aux Autochtones Canada, anciennement connus sous le nom du ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, a été signée le 28 mars 2013 pour cinq ans et se renouvellera automatiquement, sauf sur avis contraire d'une des parties.

Objectifs : Cette entente vise à établir les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au Registre des Indiens, s'il est admissible. L'entente permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du Registre des Indiens.

Revenus : La compensation financière prévue vise à couvrir les frais de transactions d'inscriptions communiquées par le Directeur de l'état civil.

Encaissement et modalités : La facturation de ces frais est transmise à Services aux Autochtones Canada deux fois par année, soit en octobre pour couvrir les frais des transactions effectuées entre le 1er avril et le 30 septembre, et au plus tard le 31 mars pour ceux du 1er octobre au 31 mars.

En 2018-2019, les sommes reçues en date du 28 février 2019 s'élèvent à 867 $.

SOURCE : DGRFC-DCCR-SOF
COLLABORATION : DGRFC-DFI, DPRC-SEQ
VALIDATION : DGRFC-DB
DATE : 2019-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT[1]	
Année financière	**2018-2019 (données au 28 février 2019)**
Montant	**459 582,85 $[2]**

[1] Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel et au personnel fonctionnaire non syndiqué.
[2] Exclut 22 556,76 $ versés en ajustement de bonis.

La convention collective des professionnelles et professionnels a été signée le 3 juillet 2018. Ainsi, des ajustements rétroactifs aux bonis versés antérieurement ont été effectués selon les nouveaux paramètres salariaux, et ce, pour un montant total de 22 556,76 $.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres et aux médiateurs-conciliateurs en 2018-2019 pour la période d'évaluation du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

Le 24 janvier 2017, le Conseil du trésor a ratifié l'entente à l'égard des éléments de rémunération globale conclue le 20 décembre 2016 avec la plupart des associations de cadres et assimilés des secteurs, dont les cadres et les médiateurs-conciliateurs. Une des modifications apportées vise les dispositions liées au boni ou toute autre rémunération incitative, lesquelles sont abrogées à compter des exercices financiers débutant en 2016.

Également, aucun boni de rendement n'a été versé aux conseillers en gestion des ressources humaines en 2018-2019 pour la période d'évaluation du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

Le 18 juin 2018, le Conseil du Trésor a adopté les modifications à la Directive concernant l'ensemble des conditions de travail des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines, dont l'abolition du boni au rendement et de l'ajustement variable des traitements à compter de l'exercice 2017-2018.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC-DB-SBA
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Une allocation de départ de 87 191 $ a été versée à un titulaire d'un emploi supérieur au cours de la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC-DB-SBA
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Quatre comités sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été formés au cours de l'exercice 2018-2019. À cet effet, vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP / SDPSQ / SRE / SO
DATE : 15 mars 2019

RG45-Annexe nouveaux comités 2018-2019

LISTE DES COMITÉS POUR L'ANNÉE 2018-2019

Comité / Source[1]	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes[2]	Date de mise en place de ce comité[3]	Frais de fonctionnement annuel au 28 février 2017
Comité sur les disparités de traitement	Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis.	– Antoine Houde (MTESS) – Louis Tremblay (MTESS) – Michel Sauvé (MTESS) – Jonathan Vaillancourt (MTESS) – David Galarneau (MTESS) – Bernard Pelletier (MTESS) – Ibra Ngom (MTESS) – Jean-Pierre Simard (MFQ) – Vincent Vidal (MFQ) – Philippe Bériault (MFQ) – Stéphane Gamache (Retraite-Québec) – Veerle Braeken (Retraite-Québec) – Jacqueline Beaulieu (Retraite-Québec) – Nicolas Hakim (Retraite-Québec) – Jacques Bureau (MEI)	s.o.	14 février 2019 Donner suite à l'adoption, à l'unanimité, par l'Assemblée nationale, le 5 décembre 2018, d'une motion demandant au gouvernement de déposer dans les plus brefs délais un projet de loi corrigeant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire « réellement et pour de bon le recours à ces clauses [de disparité de traitement] ».	0 $

[1] Source : Comités mandatés par le MTESS
[2] Il s'agit des honoraires professionnels autres que les salaires réguliers de ces personnes et les frais de déplacements
[3] Indiquer en vertu de quoi s'il y a lieu. (Loi, décision du Conseil des ministres, etc.)

Comité / Source[1]	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes[2]	Date de mise en place de ce comité[3]	Frais de fonctionnement annuel au 28 février 2017
Comité conjoint sur l'accès au Programme de revenu de base	D'ici décembre 2019, proposer au gouvernement du Québec de quelle façon il pourrait faire évoluer le Programme de revenu de base pour permettre, au cours des prochaines années, à certaines catégories de clientèle de bénéficier d'une admissibilité plus rapide au Programme de revenu de base ainsi qu'au Programme de la solidarité sociale.	– Daniel Jean (MTESS) – André G. Bernier (MTESS) – Anik Labonté (MTESS) – Clément Gamache (MTESS) – Véronique Vézina (Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec ou COPHAN) – Camille Desforges (COPHAN) – Isabelle Tremblay (Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées ou AQRIPH) – Ysabel Fréchette (AQRIPH) – Anik Larose (Société québécoise de la déficience intellectuelle ou SQDI) – Samuel Ragot (SQDI) – Charles Rice (Réseau communautaire en santé mentale ou COSME) – Yves Blanchette (COSME) – Martin Bourgeois (OPHQ) – Sylvain Manseau (OPHQ)	s.o.	Avril 2018 (1ère rencontre : 24 mai 2018) Demande du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale de l'époque, et mandat confirmé par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (M. Jean Boulet), par lettre, en janvier 2019.	0 $
Comité directeur relatif au transfert des activités du Registre des coopératives du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) au MTESS.	Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations des autorités, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvé.	– Jacynthe Dolbec (MTESS) – Brigitte Dumas (MTESS) – Yves Pépin (MTESS) – Michel Jean (MEI)	s.o.	13 décembre 2018 A la suite de l'approbation, en juillet 2018, d'une étude d'opportunité au regard de ce transfert, le MEI	Aucun

Comité / Source[1]	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes[2]	Date de mise en place de ce comité[3]	Frais de fonctionnement annuel au 28 février 2017
				prévoyait la prise en charge, par Services Québec, d'activités afférentes au Registre des coopératives, en complémentarité au Registre des entreprises, dans le cadre de son projet d'affaires « Modernisation de la Direction de l'entrepreneuriat collectif », approuvé par le SCT.	
Comité directeur relatif au dossier d'affaires pour la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.	Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations des autorités, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvés.	– Jacynthe Dolbec (MTESS) – Manon Létourneau (MTESS) – Dominique Paré (MTESS) – Hugo Plourde (MTESS) – Sonia Grenier (MTESS) – Karine Bergeron (MTESS) – Marjorie Théberge (Office de la protection du consommateur ou OPC) – Vincent Bernier (OPC)	s.o.	22 février 2019 Donne suite à une entente convenue entre l'Office de la protection du consommateur et le MTESS pour la réalisation des travaux afférents à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture, tel que prévu	Aucun

Comité / Source[1]	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes[2]	Date de mise en place de ce comité[3]	Frais de fonctionnement annuel au 28 février 2017
				au projet de loi 178, *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la protection du consommateur*, sanctionné en juin 2018.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2018-2019 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k$)	Capital (Investissement) (k$)
Ministère – Travail, Emploi et Solidarité sociale	108 910,5	15 769,0
Total		124 679,5

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

En ce qui a trait aux ressources externes, veuillez vous référer à la question 11.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année financière :

2018-2019 (du 1er avril 2018 au 28 février 2019) 35 180 $

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC-DCCR-SOF
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62 ANNEXE 1

Liste des remboursements de cotisations

Associations / Corporations / Ordres	Montant
Alberta Boilers Safety Association	1 500,00 $
Assoc. canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (Labour Canada)	500,00 $
Association des responsables de gestion des plaintes du gouv. du Québec	300,00 $
Association sur l'accès et la protection de l'information	650,00 $
Association des professionnels (APICA)	300,00 $
Association forestière Côte-Nord	50,00 $
Association forestière de la Vallée du Saint-Maurice inc.	8,70 $
Association mondiale des services d'emploi publics	14 654,63 $
Barreau du Québec	1 537,79 $
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	225,00 $
Chambre de commerce de Charlevoix	1 500,00 $
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	205,00 $
Chambre de commerce de l'est de Portneuf	224,00 $
Chambre de commerce de Lévis	410,00 $
Chambre de commerce de Manicouagan	425,00 $
Chambre de commerce de Maniwaki et Vallée-de-la-Gatineau	385,00 $
Chambre de commerce de Port-Cartier	350,00 $
Chambre de commerce de Saint-Georges	225,00 $
Chambre de commerce de Saint-Jean-de-Matha	198,00 $
Chambre de commerce de Val-d'Or	275,00 $
Chambre de commerce du Grand Joliette	425,00 $
Chambre de commerce du Pontiac	125,00 $
Chambre de commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest	263,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Drummond	200,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm	125,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	452,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	275,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	495,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	628,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Thetford Mines	299,99 $
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable	650,00 $
Chambre de commerce et d'industrie du Centre-Abitibi	612,01 $
Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec	204,39 $
Chambre de commerce et d'industrie Sorel-Tracy métropolitain	165,00 $
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières	530,00 $
Chambre de commerce Haute-Yamaska et Région	140,00 $
Chambre de commerce Sept-Îles	357,00 $
Chambre de commerce Vallée de la Petite-Nation	180,00 $
Chambre des notaires du Québec	1 560,00 $
Comité régional pour la valorisation de l'éducation	1 050,00 $
Conseil économique de Beauce	330,00 $
Coopérative de développement régional du Québec, coop solidarité	200,00 $
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	200,00 $
Corporation de développement économique de Senneterre	40,00 $
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	250,00 $
Nergica	500,00 $
Réseau Action TI	315,00 $
Réseau RH de Drummondville	50,00 $
Saskatchewan Apprenticeship and Trade Certification Commission	405,73 $
Société de développement économique de Drummondville	200,00 $
Table en immigration de Victoriaville et sa région	30,00 $
Total	**35 180,24 $**

Étude des crédits 2019-2020

Demandes de renseignements **généraux** adressés
au ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :
Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

Exposé et statistiques :

2018-2019 :

Endroit :	Vancouver, Colombie-Britannique
Date :	4 – 10 juin 2018
Objet :	Réunion annuelle Institut de la fourrure du Canada
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	673 $

Endroit :	Regina, Saskatchewan
Date :	11 – 17 juin 2018
Objet :	Réunion annuelle Canadian Wildlife Federation
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	1 252 $

Endroit :	North Bay, Ontario
Date :	17 – 20 janvier 2019
Objet :	Conférence des trappeurs
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	2 784 $

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre :
Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019:

Exposé et statistiques :

2018-2019 :

Endroit :	Whapmagoostui, Québec
Date :	5 – 15 septembre 2018
Objet :	Visite chez des bénéficiaires cris
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	16 010 $

Endroit :	Val D'Or, Québec
Date :	18 – 20 septembre 2018
Objet :	Réunion avec le gouvernement de la nation crie
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	1 732 $

Endroit :	Val D'Or, Québec
Date :	5 – 6 décembre 2018
Objet :	Réunion des membres
Participant:	Serge Larivière, Directeur général
Coût :	1 559 $

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

Exposé et statistiques :

CINI Radio FM, Annonces radio	630 $
Héritage Faune, souper bénéfice	2 070 $
Fonds Pierre Radisson	1 000 $
Fondation Saumon, souper bénéfice	750 $
ACCSQ, souper bénéfice	175 $
Fédération québécoise des trappeurs, souper bénéfice	400 $
Créapub Design, matériel promotionnel	660 $
4imprint, matériel promotionnel	3 640 $
TradeInn, matériel promotionnel	640 $

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :
Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :
La liste des dépenses en formation de communication :

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés:

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

Exposé et statistiques :

Aucun.

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Exposé et statistiques :

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :
Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

Exposé et statistiques :

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour 2018-2019 :

Exposé et statistiques :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié pour l’exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

Exposé et statistiques :

Aucun.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l’adresse suivant : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

Exposé et statistiques :

Photocopie (y compris location, entretien et fournitures) :	3 160 $
Mobilier de bureau :	0 $
Ameublement	0 $
La décoration et l'embellissement	0 $
Distributeur d'eau de source :	0 $
Remboursement - frais de transport :	72 780 $
Remboursement - frais d'hébergement :	31 490 $
Remboursement - frais de repas :	23 910 $
Remboursement frais d'alcool et de fêtes :	0 $
Congrès, colloques, session de perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	0 $
b) à l'extérieur du Québec	0 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

Exposé et statistiques :

a) Nombre de téléphones cellulaires utilisés : 2

b) Nombre de tablettes électroniques utilisés : 2

c) Nombre de téléavertisseurs utilisés : 0

d) Coûts d'acquisition des appareils : 0 $

e) Coût d'utilisation des appareils : 2 878 $

f) Coût des contrats téléphoniques : 0 $

g) Noms des fournisseurs : Globalstar & Bell Mobilité

i) Les ordinateurs portables : 15

k) Coût des frais d'itinérance : 0 $

l) Coûts de résiliation : aucun

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, pour les trois dernières années 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2018-2019 :

a&b) Par tranches d'âge :

	Total		Autochtone & Anglophone	
Tranches d'âge	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 35 ans	3	18	2	18
35 ans et plus	14	82	9	82
TOTAL	**17**	**100**	**11**	**100**

a&b) Personnel masculin et féminin :

Catégorie	Nombre d'employés	%	Personnel féminin	Personnel masculin
Cadre supérieur	1	6	0	1
Cadre intermédiaire	1	6	0	1
Professionnel	2	11	1	1
Technicien	12	71	8	4
Personnel de bureau	1	6	1	0
TOTAL	**17**	**100**	**10**	**7**
% DU TOTAL			**59**	**41**

a&b) Anglophone & Autochtone :

Catégorie	Nombre	Autochtone & Anglophone
Cadre supérieur	1	0
Cadre intermédiaire	1	0
Professionnel	2	1
Technicien	12	10
Personnel de bureau	1	0
TOTAL	**17**	**10**
% DU TOTAL	**100**	**59**

c) Nombre total de jours de maladie :

	Jours de maladie
Total	105

d) Nombre de personnes ayant une réserve de congés de maladie :

Aucune

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2018-2019 :

e) Nombre total d'heures supplémentaires : Aucune

f) Nombre total de jours de vacances :

Journées de vacances					
Avril	36	Août	47	Décembre	5
Mai	50	Septembre	48	Janvier	14
Juin	21	Octobre	41	Février	13
Juillet	30	Novembre	38	Mars	0

g) Nombre de personnes ayant une réserve de jours de vacances : Aucune

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Nombre d'employés qui reçoivent une rémunération du ministère et une prestation de retraite :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail:

Catégorie	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Territoire de travail
Cadre supérieur	1	1	1	Québec
Cadre intermédiaire	1	1	1	Québec
Professionnel	1	1	1	Québec
	1	1	1	Baie-James
Technicien	2	2	2	Québec
	10	10	10	Baie-James
Personnel de bureau	1	1	1	Québec
TOTAL	**17**	**17**	**17**	

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 :

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir : Aucun

l) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur :

Aucun

m) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Catégorie	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Territoire de travail
Cadre supérieur	1	1	1	Québec
Cadre intermédiaire	1	1	1	Québec
Professionnel	1	1	1	Québec
	1	1	1	Baie-James
Technicien	2	2	2	Québec
	10	10	10	Baie-James
Personnel de bureau	1	1	1	Québec
TOTAL	**17**	**17**	**17**	

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-15 (suite)

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 :

q) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi :

Aucun

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :
Pour chaque ministère et organisme public pour l’année 2018-2019 et les prévisions pour l’année 2019-2020 :

Exposé et statistiques :

a) Nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées:

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l’année 2018-2019 seulement.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Aucun

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées : Veuillez référer à la réponse de la question 16a).

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Aucun

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :
Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

Exposé et statistiques :

Siège social

Emplacement :	Édifice Champlain, Bureau 1100 2700, boulevard Laurier, Québec (Québec)
Superficie :	245,73 m^2
Coût total :	67 497 $
Durée du bail :	10 ans
Propriétaire:	Société de gestion Place Laurier inc.

Dix (10) bureaux locaux dans les différentes communautés cries

Mistissini

Emplacement :	Mistissini (Québec)
Superficie :	30,66 m^2
Coût total :	9 735 $
Durée du bail :	Aucun bail
Propriétaire:	Nation crie de Mistissini

Chisasibi

Emplacement :	Chisasibi (Québec)
Superficie :	135,08 m^2
Coût total :	50 784 $
Durée du bail :	10 ans
Propriétaire:	Nation crie de Chisasibi

Waskaganish

Emplacement :	Waskaganish (Québec)
Superficie :	11,15 m^2
Coût total :	3 900 $
Durée du bail :	Aucun bail
Propriétaire:	Première nation crie de Waskaganish

Waswanipi

Emplacement :	Waswanipi (Québec)
Superficie :	11,24 m^2
Coût total :	7 800 $
Durée du bail :	Aucun bail
Propriétaire:	Première nation crie de Waswanipi

Wemindji

Emplacement :	Wemindji (Québec)
Superficie :	16,72 m^2
Coût total :	8 278 $
Durée du bail :	Aucun bail
Propriétaire:	Nation crie de Wemindji

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-17 (suite)

Titre :
Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

Exposé et statistiques :

Eastmain
- Emplacement : Eastmain (Québec)
- Superficie : 11,15 m^2
- Coût total : 7 200 $
- Durée du bail : Aucun bail
- Propriétaire: Association des trappeurs cris

Whampagoostui
- Emplacement : Whapmagoostui (Québec)
- Superficie : 11,15 m^2
- Coût total : 6 425 $
- Durée du bail : Aucun bail
- Propriétaire: Première nation crie de Whapmagoostui

Nemaska
- Emplacement : Nemaska (Québec)
- Superficie : 12,26 m^2
- Coût total : 4 200 $
- Durée du bail : Aucun bail
- Propriétaire: Association des trappeurs cris de Nemaska

Oujé-Bougoumou
- Emplacement : Oujé-Bougoumou (Québec)
- Superficie : 11,15 m^2
- Coût total : 3 900 $
- Durée du bail : Aucun bail
- Propriétaire: Nation crie d'Oujé-Bougoumou

Washaw Sibi
- Emplacement : Amos (Québec)
- Superficie : 8,55 m^2
- Coût total : 2 700 $
- Durée du bail : Aucun bail
- Propriétaire: Association Washaw Sibi Eeyou

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

Exposé et statistiques :

Aucun.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

Exposé et statistiques :

Non applicable.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :
Liste des sommes d’argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-23

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d’emploi, leur port d’attache (par exemple un bureau régional), ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission :

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 15j.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

Exposé et statistiques :

Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement:

Exposé et statistiques :

Revues diverses sur le piégeage	290 $
Guide fiscal CCH	456 $
Institut de la fourrure du Canada	500 $

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :
Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

Exposé et statistiques :

a)	Nom du site Web :	www.osrcpc.ca
b)	Firme :	Libéo
c)	Coûts de construction du site :	9 975 $ (2009)
d)	Coût d'entretien :	720 $
e)	Coût de modernisation :	Aucun
f)	Nombre de visiteurs par mois :	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
g)	Fréquence de mise à jour :	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
h)	Responsable du contenu :	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d’accès à l’information en 2017-2018 et 2018-2019 :

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :
La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

Exposé et statistiques :

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

Exposé et statistiques :

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime ni boni.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :

Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-46

Titre :

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Exposé et statistiques :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre :

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-48

Titre :

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-49

Titre :
Nombre d’employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l’année 2018-2019 seulement.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-50

Titre :
Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :
Nombre d'employés au ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-52

Titre :
Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-53

Titre :
Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-54

Titre :
Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-55

Titre :
Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l’année 2018-2019.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 20120

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-56

Titre :

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l’externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l’externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services:

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-57

Titre :
Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

Exposé et statistiques :

a) la dépense totale (opération et capital) :

160 000 $

b) les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-58

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-60

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Exposé et statistiques :

L'information sera présentée au Rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-61

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2017-2018 et 2018-2019 en indiquant pour chacun :

Exposé et statistiques :

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-62

Titre :

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

Exposé et statistiques :

2018-2019 :

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 039 $

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-63

Titre :

Pour 2018-2019, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-64

Titre :

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

a) L'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO 2) ;
b) Le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO 2) ;
c) Le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) La réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO 2) ;
e) Les investissements totaux de projets (en milliers $) ;
f) Les aides financières totales du ministère (en milliers $) ;
g) Le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne) ;
h) Le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-02-28